



CHAPITRE 28

Loi modifiant la Loi des terres
et forêts

[Sanctionnée le 13 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
92, a. 2,
mod. **1.** L'article 2 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« terres
publi-
ques ». « L'expression « terres publiques » comprend les parties du lit du fleuve Saint-Laurent et du golfe Saint-Laurent qui appartiennent au Québec par droit de souveraineté. »

S.R., c.
92, a. 8,
mod. **2.** L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « tout agent des terres » par les mots « tout fonctionnaire du ministère des terres et forêts ».

Id., a. 9,
mod. **3.** L'article 9 de ladite loi est modifié:
a) en insérant, dans la première ligne, après le mot « trouve », les mots « une partie de terre, soit »;
b) en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot « terre », les mots « , le fonds d'une nappe d'eau »;
c) en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots « langue ou étendue » par le mot « partie »;
d) en remplaçant, dans la seizième ligne, les mots « l'étendue » par les mots « la partie ».

Id., aa.
11, 13-15,
ab. **4.** Les articles 11, 13, 14 et 15 de ladite loi sont abrogés.

CHAPTER 28

An Act to amend the Lands
and Forests Act

[Assented to 13th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92) is amended by adding the following paragraph: R.S., c.
92, s. 2,
am.

"The expression "public lands" comprises the parts of the bed of the St Lawrence river and of the Gulf of St Lawrence which belong to the province of Québec by right of sovereignty." "public
lands".

2. Section 8 of the said act is amended by replacing the words "Crown lands agent" in the second and third lines by the words "functionary of the Lands and Forests Department". R.S., c.
92, s. 8,
am.

3. Section 9 of the said act is amended: Id., s. 9,
am.
(a) by inserting after the word "is" in the first line the words "any piece of land, namely";
(b) by inserting after the word "land" in the second line the words ", bed of an expanse of water";
(c) by replacing the words "gore or tract" in the seventh line by the word "piece";
(d) by replacing the word "tract" in the fifteenth line by the word "piece".

4. Sections 11, 13, 14 and 15 of the said act are repealed. Id., ss.
11, 13-15,
repealed.

S.R., c.
92, a. 17,
mod.

5. L'article 17 de ladite loi est modifié :

a) en ajoutant, dans la huitième ligne, après le mot « loi », les mots « ou toute autre loi dont l'exécution relève du ministre » ;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

Infrac-
tions et
peines.

« Quiconque empêche une personne visée à l'alinéa précédent ou un arpenteur-géomètre chargé par le ministre de faire de l'arpentage d'exercer leurs fonctions et quiconque enlève, modifie ou change de place une borne ou un repère d'arpentage ou de géodésie que ces personnes ou cet arpenteur-géomètre ont posé, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, pour chaque infraction, en outre des frais, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars. »

S.R., c.
92, a. 21,
mod.

6. L'article 21 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots « ou d'une église, ou l'érection d'un cimetière » par les mots « d'une église, d'un établissement d'enseignement, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), d'un dépotoir, d'un bassin de sédimentation des eaux vannes ou d'un cimetière » ;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

Disposi-
tion de
lot concé-
dé pour
construc-
tion de
chapelle,
etc.

« Cependant, dans le cas de concession pour la construction d'une chapelle, d'une église, d'un établissement d'enseignement, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), d'un dépotoir, d'un bassin de sédimentation des eaux vannes ou d'un cimetière, le ministre des terres et forêts peut, aux conditions qu'il juge opportunes, autoriser le concessionnaire à disposer de la totalité ou d'une partie de tout lot ainsi concédé lorsqu'elle n'est plus requise pour les fins susdites. »

S.R., c.
92, tit. de
sec. II,
mod.

7. Le titre de la section II de la deuxième partie de ladite loi est modifié en ajoutant, avant le mot « VENTES », le mot « BAUX ».

Id., a.
23, mod.

8. L'article 23 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois dernières lignes du

5. Section 17 of the said act is amended: R.S., c.
92, s. 17,
am.

(*a*) by adding after the word "act" in the eighth line the words "or any other act the carrying out of which is entrusted to the Minister";

(*b*) by adding at the end the following paragraph:

"Any one who prevents a person contemplated in the preceding paragraph or a land surveyor entrusted by the Minister with making surveys from exercising his duties and anyone who removes, alters or changes the place of a boundary marker or a survey or geodetic reference mark which such person or land surveyor has set in place, commits an offence and is liable, on summary proceeding, for each offence, in addition to the costs, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars."

Offences
and
penalties.

6. Section 21 of the said act is amended: R.S., c.
92, s. 21,
am.

(*a*) by replacing the words "or church, or for a cemetery" in the fifth and sixth lines of the first paragraph by the words " , church, teaching establishment, establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), dump, sedimentation basin for used water or cemetery";

(*b*) by adding at the end the following paragraph:

"However, in the case of a grant for the construction of a chapel, church, teaching establishment, establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48), dump, sedimentation basin for used water or cemetery, the Minister of Lands and Forests may, on conditions which he deems expedient, authorize the limit holder to dispose of all or part of any lot so granted whenever it is no longer required for the above-mentioned purposes."

Disposi-
tion of
lot
granted
for con-
struction
of chapel,
etc.

7. The title of Division II of Part II of the said act is amended by adding before the word "SALES" the word "LEASES". R.S., c.
92, tit. of
Div. II,
am.

8. Section 23 of the said act is amended by replacing the last three lines of the

Id., s.
23, am.

premier alinéa par ce qui suit: « auquel les terres publiques et les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent sont louées ou vendues et déterminer les conditions de la location ou de la vente et du paiement du prix. »

first paragraph by the following: "at which the public lands and the buildings and improvements found thereon are leased or sold and determine the conditions of the lease or sale and of payment of the price."

S.R., c.
92, a. 25,
mod.

9. L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

9. Section 25 of the said act is amended by replacing the first two paragraphs by the following: R.S., c. 92, s. 25, am.

Remplacement
des terres
sub-
mergées,
etc.

« **25.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à concéder une terre publique à toute personne dont la terre qu'elle possède à titre de propriétaire ou de concessionnaire forestier a été ou doit être submergée à la suite de la construction d'un barrage par le gouvernement ou un de ses mandataires ou est autrement requise pour la construction d'un tel barrage ou d'ouvrages connexes.

"**25.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to grant a public land to any person whose land, which he holds as owner or as the holder of timber limits, has been or is to be flooded as the result of the construction of a dam by the government or one of its mandataries or is otherwise required for the construction of such a dam or related works. Replace-ment of land flooded, etc.

Valeur
et
tenure.

Les terres accordées en échange doivent être de même valeur et de même tenure. Cependant, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des droits de coupe sur pied à même les terres publiques en échange des terres détenues à titre de propriétaire ou de concessionnaire. »

The lands granted in exchange must be of the same value and tenure. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may grant the right to cut standing timber on public lands in exchange for lands held by an owner or limit holder." Value and tenure.

S.R., c.
92, a. 28,
remp.

10. L'article 28 de ladite loi est remplacé par le suivant:

10. Section 28 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 92, s. 28, replaced.

Transfert
de juri-
diction.

« **28.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut transférer la juridiction sur des terres, selon leur destination, du ministre des terres et forêts au ministre de l'agriculture ou du ministre de l'agriculture au ministre des terres et forêts.

"**28.** The Lieutenant-Governor in Council may transfer the jurisdiction over any land, according to its destination, from the Minister of Lands and Forests to the Minister of Agriculture or from the Minister of Agriculture to the Minister of Lands and Forests. Transfer of jurisdiction.

Terres de
colonisa-
tion.

Toute terre destinée à la colonisation et transférée de la juridiction du ministre des terres et forêts au ministre de l'agriculture est en même temps soustraite à tout permis d'exploitation forestière.

Land intended for colonization and transferred from the jurisdiction of the Minister of Lands and Forests to the Minister of Agriculture shall at the same time be withdrawn from any license to cut timber. Colonisation land.

Terres
faisant
l'objet
d'un
billet de
location.

Le ministre de l'agriculture a juridiction sur toute terre qui fait l'objet d'un billet de location. Lorsque ce billet de location est révoqué, la terre qui en faisait l'objet est soustraite à tout permis d'exploitation forestière tant que la juridiction sur cette terre n'a pas été transférée du ministre de l'agriculture au ministre des terres et forêts

The Minister of Agriculture has jurisdiction over any land which is the object of a location ticket. When such location ticket is cancelled, the land which was the object thereof shall be withdrawn from any license to cut timber as long as the jurisdiction over such land has not been transferred from the Minister of Agricul- Land which is the object of a location ticket.

de la façon déterminée au premier alinéa. »

ture to the Minister of Lands and Forests in the manner determined in the first paragraph."

S.R., c.
92, a. 34,
mod.

11. L'article 34 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit:

« **34.** Il est tenu au ministère des terres et forêts, dans la forme déterminée par le ministre des terres et forêts, un registre dans lequel doivent être consignés pour fins d'enregistrement lorsqu'il s'agit de terres publiques non cadastrées et pour fins administratives lorsqu'il s'agit de terres publiques cadastrées: »;

b) en insérant, dans la première ligne du sous-paragraph *a* du paragraphe 2°, après le mot « transports », les mots « et les nantissements »;

c) en insérant, dans la sixième ligne du sous-paragraph *a* du paragraphe 2°, après le mot « droits », les mots « de même que les quittances des nantissements »;

d) en insérant, dans la première ligne du sous-paragraph *b* du paragraphe 2°, après le mot « transports », le mot « , nantissements »;

e) en insérant, dans la quatrième ligne du sous-paragraph *b* du paragraphe 2°, après le mot « concessionnaires », les mots « de même que les quittances des nantissements ».

Id., a.
35, mod.

12. L'article 35 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots « chacun des transports mentionnés dans les alinéas », par les mots « chaque acte de transport, de quittance, de nantissement et chaque acte constitutif de droits réels mentionnés dans les sous-paragraphes »;

b) en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

« 1° Être en forme authentique et portant minutes; »;

c) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 2°, le mot « Être » par les mots « Dans les autres cas, être en forme authentique et portant minutes ou être »;

d) en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

11. Section 34 of the said act is amended:

(a) by replacing the first five lines by the following:

"**34.** A register shall be kept at the Department of Lands and Forests, in the form determined by the Minister of Lands and Forests, in which must be entered for registration purposes in the case of non-cadastrated public lands and for administrative purposes in the case of cadastrated public lands:";

(b) by inserting after the word "transfers" in the first line of subparagraph *a* of paragraph 2 the words "and the pledges";

(c) by inserting after the word "rights" in the fifth line of subparagraph *a* of paragraph 2 the words "and discharges for pledges";

(d) by inserting after the word "transfers" in the first line of subparagraph *b* of paragraph 2 the word ", pledges";

(e) by inserting after the word "holders" in the fourth line of subparagraph *b* of paragraph 2 the words "and the discharges for pledges".

R.S., c.
92, s. 34,
am.

12. Section 35 of the said act is amended:

Id., s. 35,
am.

(a) by replacing the words "the transfers mentioned in sub-paragraphs" in the second and third lines by the words "each deed of transfer, discharge, pledge and each deed establishing real rights mentioned in subparagraphs";

(b) by replacing paragraph 1 by the following:

"(1) Be in authentic form and recorded in minutes;"

(c) by replacing the word "Be" in the first line of paragraph 2 by the words "In the other cases, be in authentic form and recorded in minutes or be";

(d) by adding at the end the following paragraph:

« 4° Etre accompagné du paiement des droits établis par règlement adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou de toute date ultérieure qui y est fixée. »

“(4) Be accompanied by the payment of the duties established by regulation passed by the Lieutenant-Governor in Council, which shall come into force from their publication in the *Québec Official Gazette* or from any later date fixed therein.”

S.R., c.
92, a. 35a,
aj.

13. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 35, le suivant :

13. The said act is amended by inserting after section 35 the following :

R.S., c.
92, s. 35a,
added.

Autorisa-
tion pour
conces-
sion, etc.

« **35a.** Une concession ou un transport de droits de coupe de bois et des permis y afférant doit, sous peine de nullité, être préalablement autorisé par le ministre. »

“**35a.** A grant or transfer of rights to cut timber and licenses relating thereto shall, under pain of nullity, be previously authorized by the Minister.”

Author-
ization for
grant, etc.

S.R., c.
92, a. 39,
remp.

14. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant :

14. Section 39 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
92, s. 39,
replaced.

Effet des
enregistre-
ments.

« **39.** Nonobstant l'article 2082 du Code civil, les cessions, transports, nantissements, hypothèques et autres droits réels affectant des terres publiques non cadastrées ont effet à compter de leur enregistrement au ministère des terres et forêts, à l'encontre de ceux qui ne l'ont pas été ou qui ont été subséquentment présentés pour l'être. »

“**39.** Notwithstanding article 2082 of the Civil Code, the assignments, transfers, pledges, hypothecs and other real rights affecting non-cadastered public lands shall have effect from their registration with the Department of Lands and Forests, against those which have not been registered or which have been subsequently presented for registration. »

Effect of
registration.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Si ces terres publiques sont subséquentment cadastrées, les détenteurs de ces cessions, transports, nantissements, hypothèques et autres droits réels doivent se conformer aux prescriptions énoncées dans le titre XVIII du livre III du Code civil concernant l'enregistrement. »

If such public lands are subsequently cadastered, the holders of such assignments, transfers, pledges, hypothecs and other real rights must comply with the prescriptions of Title XVIII of Book III of the Civil Code respecting registration.”

Provisions
to apply.

S.R., c.
92, a. 45,
mod.

15. L'article 45 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « agent des terres qu'il a autorisé en la manière ci-après indiquée » par les mots « fonctionnaire désigné par le ministre des terres et forêts ».

15. Section 45 of the said act is amended by replacing the words “Crown lands' agent authorized by him in the manner hereinafter indicated” in the third, fourth and fifth lines by the words “functionary designated by the Minister of Lands and Forests”.

R.S., c.
92, s. 45,
am.

Id., a. 46,
mod.

16. L'article 46 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots « l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, » par les mots « tout fonctionnaire désigné par le ministre des terres et forêts ».

16. Section 46 of the said act is amended by replacing the words “the Crown lands' agent, or by any person authorized by him” in the first, second and third lines of the first paragraph by the words “any functionary designated by the Minister of Lands and Forests”.

Id., a. 46,
am.

Id., tit.
de sec. v
de part.
II, remp.

17. Le titre de la section v de la deuxième partie de ladite loi est remplacé par le suivant :

17. The title of Division v of Part II of the said act is replaced by the following :

Id., tit.
of Div. v
of Part II,
replaced.

« DE LA LOCATION ET DE LA VENTE DE TERRES
PUBLIQUES POUR FINS INDUSTRIELLES ET DE
LEUR RETRAIT DE CONCESSIONS
FORESTIÈRES POUR FINS D'UTILITÉ PUBLIQUE »

“LEASE AND SALE OF PUBLIC LANDS FOR
INDUSTRIAL PURPOSES AND THEIR EXCLUSION
FROM TIMBER LIMITS FOR PUBLIC
UTILITY PURPOSES”

S.R., c.
92, a. 56,
mod.

18. L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 100 du chapitre 38 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) en ajoutant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « peut », les mots « autoriser le ministre des terres et forêts à louer ou à »;

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots « qu'il détermine » par les mots « que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine »;

c) en remplaçant les deuxième, troisième et quatrième alinéas par les suivants:

Distraction de terres requises pour fins d'Hydro-Québec, etc.

« Lorsque des terres publiques faisant partie d'une concession forestière sont requises pour les fins d'Hydro-Québec ou pour toute autre fin d'utilité publique pour laquelle la loi accorde le droit d'expropriation, le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, les distraire de cette concession forestière. La licence de coupe de bois devient nulle à l'égard de ces terres à compter de la date à laquelle le ministre en avise par écrit le concessionnaire.

Octroi de permis de coupe en compensation.

En compensation des terres distraites en vertu du deuxième alinéa, le ministre doit, dans un délai maximum d'un an à compter de la date de l'avis visé audit alinéa et aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder au concessionnaire un permis renouvelable de coupe de bois d'une valeur équivalente à celle de la licence devenue nulle. S'il est impossible d'émettre ce permis, le ministre doit, dans le même délai, offrir au concessionnaire une indemnité égale à la partie non amortie du coût en capital, des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage ainsi que d'autres améliorations de ces terres distraites d'une concession forestière. Les articles 3 à 18 de la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (1951/1952, chapitre 38) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la fixation de cette indemnité. »

S.R., c.
92, a. 60,
mod.

19. L'article 60 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne

18. Section 56 of the said act, amended by section 100 of chapter 38 of the statutes of 1973, is again amended:

R.S., c.
92, s. 56,
am.

(a) by adding after the word “may” in the second line of the first paragraph the words “authorize the Minister of Lands and Forests to lease or”;

(b) by replacing the words “he may determine” in the fourth line of the first paragraph by the words “the Lieutenant-Governor in Council may determine”;

(c) by replacing the second, third and fourth paragraphs by the following:

“When public lands forming part of a timber limit are required for the purposes of Hydro-Québec or any other public utility purposes for which an expropriation right is granted by law, the Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, exclude those lands from the timber limit. The license to cut timber becomes null as regards those lands from the date on which the Minister notifies it in writing to the license-holder.

Exclusion of lands required for purposes of Hydro-Québec, etc.

As compensation for the lands excluded under the second paragraph, the Minister shall, within a maximum delay of one year from the date of the notice contemplated in that paragraph and on the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council, grant the license-holder a renewable license to cut timber of a value equivalent to that of the license that has become null. If it is impossible to issue that permit, the Minister shall, within the same delay, offer the license-holder an indemnity equal to the undepreciated capital cost, of the permanent, inventory, management and land survey works and of other improvements on such lands excluded from a timber limit. Sections 3 to 18 of the Act respecting the acquisition of certain forest lands (1951/1952, chapter 38) apply *mutatis mutandis* to the fixing of that indemnity.”

Grant of license to cut timber as compensation.

19. Section 60 of the said act is amended by adding after the word “and” in

R.S., c.
92, s. 60,
am.

du premier alinéa, les mots « et qu'il » par les mots « et, le cas échéant, qu'il ».

the ninth line of the first paragraph the words “, if need be,”.

S.R., c.
92, tit. de
sec. VII de
part. II, de
remp.

20. Le titre de la section VII de la deuxième partie de ladite loi est remplacé par le suivant :

20. The title of the French version of Division VII of Part II of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
92, tit. of
Div. VII
of Part II,
replaced.

« DES TERRES RÉSERVÉES AUX INDIENS »

« DES TERRES RÉSERVÉES AUX INDIENS »

Id., a. 65,
mod.

21. L'article 65 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « sauvages » par le mot « indiennes ».

21. Section 65 of the said act is amended by replacing the word “sauvages” in the third line of the French version by the word “indiennes”.

Id., s. 65,
am.

Id., a. 67,
mod.

22. L'article 67 de ladite loi est modifié :

22. Section 67 of the said act is amended :

Id., s. 67,
am.

a) en remplaçant, dans la huitième ligne du premier alinéa, le mot « sauvages » par le mot « indiennes » ;

(a) by replacing the word “sauvages” in the eighth line of the first paragraph of the French version by the word “indiennes” ;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, le mot « sauvages » par le mot « indiens ».

(b) by replacing the word “sauvages” in the fifth line of the second paragraph of the French version by the word “indiens”.

Id., a. 71,
mod.

23. L'article 71 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots « Le permis doit contenir une description du terrain sur lequel la coupe du bois doit se faire, » par les mots « Le permis doit indiquer la désignation officielle de chacune des concessions forestières qui en sont l'objet telle qu'elle apparaît au registre des concessions ».

23. Section 71 of the said act is amended by replacing the first two lines by the words “Every license shall mention the official description of each timber limit being the object thereof as shown on the register of limits”.

Id., s. 71,
am.

Id., a. 72,
mod.

24. L'article 72 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « dans les limites décrites dans le » par les mots « dans les concessions forestières mentionnées au ».

24. Section 72 of the said act is amended by replacing the words “within the limits of” in the third and fourth lines by the words “in the timber limits mentioned in”.

Id., s. 72,
am.

Id., aa.
83, 84,
ab.

25. Les articles 83 et 84 de ladite loi sont abrogés.

25. Sections 83 and 84 of the said act are repealed.

Id., ss.
83, 84,
repealed.

Id., a. 86,
ab.

26. L'article 86 de ladite loi est abrogé.

26. Section 86 of the said act is repealed.

Id., s. 86,
repealed.

Id., a. 98,
remp.

27. L'article 98 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 37 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant :

27. Section 98 of the said act, amended by section 3 of chapter 37 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following :

Id., s. 98,
replaced.

Révoca-
tion de
concession
autorisée.

« **98.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des terres et forêts à révoquer une concession forestière faite

“**98.** The Lieutenant-Governor in Council may, on the conditions he determines, authorize the Minister of Lands and Forests to cancel a timber limit grant-

Cancellation of grant authorized.

en vertu de la présente loi ou en vertu de la Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers (1946, chapitre 25) ou de toute autre loi générale ou spéciale au même effet.

ed under this act or the Act to provide for a rational exploitation of certain forest lands (1946, chapter 25) or any other general law or special act to that effect.

Droits de coupe accordés en compensation.

En compensation de ces révocations, le ministre doit accorder aux personnes dont les concessions forestières sont révoquées et qui ont au Québec des usines de transformation du bois, une garantie d'approvisionnement de bois sur les terres publiques, sous forme de droits de coupe sur pied:

As compensation for such cancellations, the Minister must grant the persons whose timber limits are cancelled and who have wood-processing plants in the province of Québec timber supply on public lands in the form of rights to cut standing timber: Right to cut timber granted as compensation.

a) aussi économiquement exploitables, dans la mesure du possible, que les droits compris dans la concession révoquée;

(a) equal, as far as possible, in economic profitability, to the rights contained in the cancelled grants;

b) suffisants, compte tenu des autres sources d'approvisionnement, pour alimenter les usines de ces personnes aussi longtemps qu'elles fonctionneront normalement.

(b) sufficient, taking account of other sources of supply, to supply the plants of such persons for as long as they carry on normal operations.

Indemnité égale à valeur résiduelle.

Le ministre verse aussi à ces personnes une indemnité égale à la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des autres améliorations effectués par ces personnes dans les concessions révoquées. La valeur résiduelle est établie selon le mode déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

The Minister shall also pay an indemnity to such persons equal to the residual value of the permanent works, inventory, management and survey work and other improvements effected by such persons on the cancelled grants. The residual value shall be established according to the method determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. Indemnity equal to residual value.

Diminution de compensation.

Dans le cas où le droit de coupe sur pied est attribué dans le même territoire, en tout ou en partie, que la concession forestière révoquée, la compensation visée à l'alinéa précédent doit être diminuée sauf pour les chemins forestiers classifiés principaux, de la partie non amortie du coût en capital des travaux et améliorations qui continueront d'être utilisés pour les fins de ce nouveau droit de coupe.

In the case where a right to cut standing timber is granted on the same territory, in whole or in part, as the cancelled timber limit, the compensation provided for in the preceding paragraph is decreased, except in respect of roads classified as main logging roads, by the undepreciated capital cost of the works and improvements that will continue to be used for the purposes of that new right to cut timber. Decrease of compensation.

Garanties aux personnes n'ayant pas d'usines au Québec.

Le ministre peut en outre donner les garanties visées au deuxième alinéa à des personnes dont les concessions forestières sont révoquées et qui n'ont pas d'usines de transformation du bois au Québec pour leur permettre de remplir les engagements fermes qu'ils ont pris, antérieurement au 30 juillet 1974 envers les propriétaires d'usines de transformation de bois.

The Minister may in addition give the guarantees provided for in the second paragraph to persons whose timber limits are cancelled and have no wood processing plants in the province of Québec so as to enable them to meet the firm undertakings they made before 30 July 1974 to the owners of wood processing plants. Guarantees to persons having no plants in Québec.

Dispositions applicables.

Les articles 3 à 18 de la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (1951/1952, chapitre 38) s'appliquent

Sections 3 to 18 of the Act respecting the acquisition of certain forest lands (1951/1952, chapter 38) apply *mutatis* Provisions to apply.

mutatis mutandis, à la fixation de l'indemnité prévue au présent article.

Extinction
de privi-
lège, etc.

Tout privilège, hypothèque ou droit réel grevant un droit de coupe de bois dans une concession forestière est éteint de plein droit par la révocation de la concession forestière. Toutefois, ce privilège, cette hypothèque ou ce droit réel peut être renouvelé, à la diligence du créancier, à l'égard des droits de coupe sur pied accordés en vertu du présent article, par un avis au registrateur de la division d'enregistrement concernée ou, dans le cas de terres publiques non cadastrées, au ministre des terres et forêts, dans les soixante jours d'une notification de l'attribution du droit de coupe sur pied que le ministre des terres et forêts donne, par lettre recommandée, au créancier. »

mutandis to the fixing of the indemnity provided for in this section.

Every privilege, hypothec or real right affecting the right to cut in a timber limit shall be extinguished of right upon cancellation of the timber limit. However, that privilege, hypothec or real right may be renewed, at the instance of the creditor, as regards the rights to cut standing timber granted under this section, by means of a notice sent to the registrar of the registration division concerned or, in the case of non-cadastered public lands, to the Department of Lands and Forests, within sixty days after notice of the granting of the right to cut standing timber is sent by registered mail by the Minister to the creditor."

Extinction
of
privilege,
etc.

S.R., c.
92, aa.
99, 103,
ab.

28. Les articles 99 et 103 de ladite loi sont abrogés.

Id., a.
100, mod.

29. L'article 100 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, les mots et chiffre « de l'article 97 » par les mots et chiffres « des articles 97 et 98 »;

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 1, les mots « l'Assemblée législative » par les mots « l'Assemblée nationale ».

28. Sections 99 and 103 of the said act are repealed.

R.S., c.
92, ss.
99, 103,
repealed.

29. Section 100 of the said act is amended:

Id., s.
100, am.

(a) by replacing the word and figure "section 97" in the second line of subsection 1 by the words and figures "sections 97 and 98";

(b) by replacing the words "Legislative Assembly" in the third line of subsection 1 by the words "National Assembly".

Id., aa.
104a-104e,
aj.

30. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 104, le paragraphe et les articles suivants:

30. The said act is amended by inserting after section 104 the following:

Id., ss.
104a-104e,
added.

« § 10.—Des chemins forestiers

"§ 10.—Forest roads

« chemin
forestier ».

104a. Dans le présent paragraphe, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « chemin forestier », un chemin ou une partie d'un chemin sur une terre publique qui est sous la juridiction du ministre des terres et forêts.

104a. In this paragraph, unless the context indicates a different meaning, "forest road" means a road or part of a road on a public land under the jurisdiction of the Minister of Lands and Forests.

"forest
road".

Autorisa-
tion pour
construc-
tion.

104b. Nul ne peut construire un chemin forestier sans avoir au préalable obtenu l'autorisation écrite du ministre. Ce dernier accorde cette autorisation aux conditions générales ou spéciales déterminées par le lieutenant-gouverneur en con-

104b. No one may build a forest road without having previously obtained written authorization of the Minister. The latter grants such authorization on the general or special conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Author-
ization
to build.

seil. Dans tous les cas, ce chemin forestier demeure la propriété de l'État.

In all cases that forest road remains public property.

Utilisation.

« 104c. Sous réserve de l'article 104d et des règlements adoptés en vertu de l'article 104e, toute personne peut utiliser un chemin forestier.

“104c. Subject to section 104d and the regulations made under section 104e, any person may use a forest road.

Recours en dommages.

Toutefois, aucun recours en dommages-intérêts ne peut être exercé par un usager par suite d'un défaut de construction, d'amélioration ou d'entretien d'un chemin forestier.

However, no claim for damages may be taken by any person using a forest road, on account of a defect in the construction, improvement or maintenance of such road.

Interdiction au public.

« 104d. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, interdire au public l'accès d'un chemin forestier ou d'une section d'un chemin forestier.

“104d. The Minister may, on the conditions he determines, prohibit access of the public to a forest road or any portion of a forest road.

Règlements sur circulation des véhicules-moteurs, etc.

« 104e. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement :

“104e. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

a) établir des normes et conditions concernant la circulation des véhicules-moteurs sur les chemins forestiers, la pesantur et les dimensions de ces véhicules-moteurs, l'arrimage de leurs chargements et la signalisation et rendre applicable à l'égard de la circulation sur les chemins forestiers les dispositions du Code de la route qu'il détermine;

(a) to establish standards and conditions for motor vehicle traffic on forest roads, the weight and size of such motor vehicles, the trimming of their loads and road signs, and render applicable to traffic on forest roads the provisions of the Highway Code he determines;

b) déterminer la contribution qui peut être imposée aux usagers d'un chemin forestier pour sa construction, son amélioration et son entretien;

(b) to determine the contribution that may be required from those using a forest road, for its construction, improvement and maintenance;

c) établir des normes relatives à la localisation, la construction, l'amélioration, l'entretien, la classification et l'utilisation des chemins forestiers.

(c) to establish the standards for the locating, construction, improvement, maintenance, classifying and use of forest roads.

Entrée en vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

Every regulation made under this paragraph shall come into force from its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.”

S.R., c. 92, tit. de §2 de sec. II de part. III, remp.

31. Le titre du paragraphe 2 de la section II de la troisième partie de ladite loi est remplacé par le suivant :

31. The title of the French version of paragraph 2 of Division II of Part III of the said act is replaced by the following:

« Des forêts domaniales ».

“Des forêts domaniales”.

Id., a. 108, remp.

32. L'article 108 de ladite loi est remplacé par le suivant :

32. Section 108 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 108, replaced.

Constitution.

« 108. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des étendues vacantes de terres publiques en forêts do-

“108. (1) The Lieutenant-Governor in Council may constitute certain vacant tracts of public lands into Crown forests

Constitution.

maniales destinées à la production prioritaire de matières ligneuses à des fins industrielles ou commerciales.

Exploitation, etc., autorisée.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, aux conditions et pour la durée qu'il détermine, autoriser le ministre, dans l'intérêt des régions où ces forêts domaniales sont situées et conformément aux plans d'aménagement que le ministre peut faire:

a) à exploiter ces forêts domaniales par des coupes faites en régie ou à l'entreprise et à vendre le produit de ces exploitations;

b) à conclure avec toute personne qui exploite ou projette d'exploiter une industrie dont l'approvisionnement en bois dépend en totalité ou en partie d'une forêt domaniale ou avec toute autre personne qui s'est engagée, à la satisfaction du ministre, à approvisionner en bois une telle industrie, une convention par laquelle le ministre s'engage à vendre à cette personne le bois sur pied ou en grume nécessaire pour assurer le fonctionnement stable de ladite industrie.

Dépôt d'arrêtés en conseil.

3. Le ministre dépose à l'Assemblée nationale, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement, les arrêtés en conseil adoptés en vertu du présent article pendant cette année financière. »

S.R., c. 92, tit. de sec. III, de part III, mod.

33. Le titre de la section III de la troisième partie de ladite loi est modifié en remplaçant le mot « SUCRERIES » par le mot « ÉRABLIÈRES ».

Id., s. 119, mod.

34. L'article 119 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots « les sucreries sur les terres de la couronne » par les mots « et de cultiver des érablières sur les terres publiques »;

b) en retranchant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, les mots « , mais ils ne s'appliquent qu'à l'érable seul ».

Id., aa. 120a-120c, aj.

35. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 120, les articles suivants:

primarily destined to the production of ligneous matter for industrial or commercial purposes.

(2) The Lieutenant-Governor in Council may also, on the conditions and for the time he determines, authorize the Minister, in the interest of the regions where such Crown forests are situated and in accordance with the management plan which the Minister may make:

(a) to exploit such Crown forests by having lumbering done under government management or by contract and sell the products resulting from such operations;

(b) enter with any person who operates or intends to operate an industry totally or partly dependent on a Crown forest for its supply of timber or with any other person who has undertaken, to the satisfaction of the Minister, to supply timber to such industry, into an agreement by which the Minister undertakes to sell to such person the standing trees or unbarked logs necessary to ensure the stable operation of the said industry.

Exploitation, etc., autorisée.

(3) The Minister shall lay before the National Assembly, within fifteen days of the opening of the session following the end of the fiscal year of the government, the orders in council adopted under this section during such fiscal year."

Deposit of orders in council.

33. The title of Division III of Part III of the French version of the said act is amended by replacing the word "SUCRERIES" by the word "ÉRABLIÈRES".

R.S., c. 92, tit. of Div. III, of Part III, am.

34. Section 119 of the said act is amended:

Id., s. 119, am.

(a) by replacing the words "of working sugaries on Crown" in the second and third lines of the first paragraph by the words "to operate sugaries and cultivate maple trees on public";

(b) by striking out the words " , but shall apply to maple only" in the second and third lines of the second paragraph.

35. The said act is amended by inserting, after section 120, the following sections:

Id., ss. 120a-120c, added.

Convention avec propriétaire de forêt privée.

« **120a.** Le ministre peut, aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement adopté en vertu de l'article 120c, conclure avec un propriétaire de forêt privée ou une association de ces propriétaires, une convention par laquelle il lui confie la gestion de terres publiques à vocation forestière situées en milieu rural pour corriger le morcellement des forêts privées, favoriser l'établissement ou la consolidation d'entreprises sylvicoles ou faciliter l'aménagement de territoires forestiers.

Aménagement des terres publiques.

« **120b.** Les terres publiques visées à l'article 120a doivent être aménagées suivant le plan d'aménagement ou de gestion qui s'applique au territoire dans lequel elles sont situées et qui doit être soumis au ministre pour approbation.

Exception.

Les droits et redevances prévus par les lois et règlements relatifs aux terres et forêts ne s'appliquent pas à l'exploitation de ces terres publiques.

Règlements sur gestion des terres publiques.

« **120c.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant la gestion des terres publiques visées à l'article 120a pour déterminer :

- a) la durée de la convention visée audit article;
- b) les conditions relatives à l'utilisation de ces terres publiques;
- c) le montant des rentes exigibles;
- d) la nature des autorisations et des rapports requis;
- e) l'attribution de bois coupé aux usines; et
- f) les conditions de la mise en marché du bois.

Entrée en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.»

S.R., c. 92, tit. du §1, ab.

36. Le numéro et le titre du paragraphe 1 précédant l'article 121 sont retranchés.

Id., a. 122, ab.

37. L'article 122 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 123, mod.

38. L'article 123 de ladite loi est modifié:

« **120a.** The Minister may, on conditions that the Lieutenant-Governor in Council determines by regulations made under section 120c, enter with the owner of a private forest or an association of such owners, into an agreement by which he entrusts him or it with the management of public lands intended for forest operations situated in rural areas to remedy the parcelling out of private forests, promote the establishment or consolidation of forest undertakings or facilitate the management of forested areas.

Agreement with owner of private forest.

« **120b.** The public lands contemplated in section 120a must be managed in accordance with the management or development plan applying to the territory where they are situated which must be submitted to the Minister for approval.

Management of public lands.

The duties and dues provided for by the acts and regulations relating to lands and forests do not apply to the exploitation of such public lands.

Exception.

« **120c.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations concerning the management of the public lands contemplated in section 120a to determine:

Regulations on management of public lands.

- (a) the term of the agreement contemplated in the said section;
- (b) the conditions relating to the use of such public lands;
- (c) the amount of the rents exigible;
- (d) the nature of the required authorizations and reports;
- (e) the apportionment of the cut timber to the plants; and
- (f) the conditions for the marketing of lumber.

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date determined therein.

Coming into force.

36. The number and title of subdivision 1 preceding section 121 are struck out.

S.R., c. 92, tit. of §1, repealed.

37. Section 122 of the said act is repealed.

Id., s. 122, repealed.

38. Section 123 of the said act is amended:

Id., s. 123, am.

a) en remplaçant, à la fin du paragraphe 1, le nombre « 143 » par le nombre « 155 »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, ce qui suit : « Le présent paragraphe s'applique de plus à toute personne qui exécute ou fait exécuter des travaux en forêt. »

(a) by replacing the figure "143" at the end of subsection 1 by the figure "155";

(b) by adding, at the end of subsection 2, the following: "This subsection also applies to every person who carries out or causes to be carried out any work in the forest."

S.R., c. 92, a. 124, mod. **39.** L'article 124 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots « une distance de moins d'un mille de la forêt » par le mot « proximité »;

b) en ajoutant, à la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « plante », le mot « debout »;

c) en ajoutant, à la dixième ligne du premier alinéa, après le mot « défrichement », les mots « et autres fins utiles ».

R.S., c. 92, s. 124, am. **39.** Section 124 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "less than a mile from a forest" in the second line of the first paragraph by the words "near it";

(b) by adding, after the word "other" in the fourth line of the first paragraph, the word "standing";

(c) by adding, after the word "clearing" in the eighth line of the first paragraph, the words "or other useful".

Id., a. 125, mod. **40.** L'article 125 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1, les mots « d'au moins cinquante pieds » par les mots « suffisante pour assurer la protection »;

b) en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe 3, les mots « quand un fort vent souffle à l'époque indiquée et que les circonstances peuvent faciliter un incendie » par les mots « quand les conditions météorologiques peuvent provoquer la propagation du feu ».

Id., s. 125, am. **40.** Section 125 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "of at least fifty feet from" in the third line of the second paragraph of subsection 1, by the words "sufficient to ensure the protection of";

(b) by replacing the words "if a heavy wind is blowing at that time, and if the conditions are such as might cause a fire" in the third, fourth and fifth lines of subsection 3 by the words "when the prevailing weather conditions might cause the spreading of fire".

Id., a. 126, ab. **41.** L'article 126 de ladite loi est abrogé.

Id., s. 126, repealed. **41.** Section 126 of the said act is repealed.

Id., a. 127, mod. **42.** L'article 127 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit:

« **127.** Nonobstant les articles 124 et 125, il est cependant permis à une personne de faire un feu de camp dans la forêt ou à proximité, ou de faire un feu pour nettoyer un terrain résidentiel ou de villégiature. Cette personne doit: »;

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, les mots « de quatre

Id., s. 127, am. **42.** Section 127 of the said act is amended:

(a) by replacing the first four lines by the following:

« **127.** Notwithstanding sections 124 and 125, a person is nevertheless permitted to make a camp fire or a fire to clear residential or vacation resort land. Such person shall: »;

(b) by replacing the words "of four feet" in the third line of paragraph 2, by the

pieds » par les mots « suffisant pour empêcher le feu de se propager »;

c) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

Autorisation spéciale.

« Toutefois, lorsqu'il y a un danger d'incendie de forêt, le ministre peut défendre à toute personne, même dans les cas visés au présent article, de faire du feu en forêt sans l'autorisation spéciale ou le permis visé à l'article 124. »

S.R., c. 92, a. 128, mod.

43. L'article 128 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit :

« **128.** Quiconque opère un dépôt ou en forêt ou à proximité doit : »;

b) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1^o, les mots « une zone libre d'au moins cinquante pieds de largeur autour du dépôt » par les mots « la protection de la forêt ».

c) en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant :

Règlements.

« 4^o Se conformer aux règlements qui peuvent être édictés en vertu de l'article 160. »

S.R., c. 92, a. 129, remp.

44. L'article 129 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Organisme de protection de la forêt.

« **129.** 1. Conformément aux directives du ministre, les concessionnaires sont chargés par l'entremise d'un organisme de protection de la forêt reconnu par le ministre, de la prévention et de l'extinction des incendies de forêts dans leurs concessions forestières. A la demande du ministre, un tel organisme doit lui fournir un plan satisfaisant de son organisation et des moyens qui doivent être utilisés pour la prévention et l'extinction de ces incendies.

Défaut de fournir plan, etc.

2. Si cet organisme ne fournit pas un tel plan au ministre ou n'exécute pas exactement le plan approuvé par le ministre, ce dernier peut alors établir le mode de protection de la forêt contre l'incendie qu'il juge convenable aux frais de cet organisme ou, s'il juge nécessaire, de chacun des concessionnaires concernés.

Application.

3. Le présent article s'applique de plus à tout propriétaire de forêt privée d'au moins deux mille acres d'un seul tenant et,

words "sufficient to prevent the fire from spreading";

(c) by adding, at the end, the following paragraph:

"However, when there is a danger of forest fire, the Minister may forbid every person, even in cases contemplated in this section, from making a fire in the forest without the special authorization or the permit contemplated in section 124."

Special authorization.

43. Section 128 of the said act is amended:

R.S., c. 92, s. 128, am.

(a) by replacing the first four lines by the following:

« **128.** Every person who operates a dump in the forest or near it shall: »;

(b) by replacing the words "a free zone of at least fifty feet in width around the dump" in the sixth and seventh lines of paragraph 1 by the words "the protection of the forest".

(c) by adding, at the end, the following paragraph:

"(4) Conform to the regulations which may be prescribed under section 160."

Regulations.

44. Section 129 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 92, s. 129, replaced.

« **129.** (1) In accordance with the instructions of the Minister, the limit holders are entrusted through a forest protection agency recognized by the Minister, with the prevention and extinction of forest fires within their timber limits. Upon the request of the Minister, such agency must furnish him with a satisfactory plan of its organization and of the means to be used for the prevention and extinction of such fires.

Forest protection agency.

(2) If such agency does not furnish the Minister with such a plan or does not carry out exactly the plan approved by the Minister, he may then establish such method of protection of the forest against fire as he may consider appropriate at the cost of such agency, or if he considers it necessary, of each of the limit holders concerned.

Failure to furnish plan, etc.

(3) This section applies also to every owner of a private forest of a continuous expanse of at least two thousand acres

Application.

si le ministre le juge à propos, à tout propriétaire de forêt privée, quelle que soit l'étendue de cette forêt. »

and, if the Minister considers it expedient, to every owner of private forest, whatever its size."

S.R., c. 92, a. 130, ab. **45.** L'article 130 de ladite loi est abrogé.

45. Section 130 of the said act is repealed. R.S., c. 92, s. 130, repealed.

Id., a. 131, mod. **46.** L'article 131 de ladite loi est modifié:

46. Section 131 of the said act is amended: Id., s. 131, am.

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

(a) by replacing subsection 1 by the following:

Coût de la prévention. « **131.** 1. Le coût de l'application d'un système de prévention des incendies forestiers est à la charge des concessionnaires forestiers et des propriétaires de forêts privées pour leurs territoires respectifs. »;

"**131.** (1) The cost of application of the system for the prevention of forest fire shall be borne by the limit holders and owners of private forests for their respective territories."; Cost of prevention.

b) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe 2., les mots « cédules de salaire » par le mot « taux »;

(b) by replacing the words "scale of salaries" in the eighth line of subsection 2 by the word "rates";

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 3, les mots « une association » par les mots « un organisme de protection de la forêt ».

(c) by replacing the words "an association" in the third and fourth lines of subsection 3 by the words "a forest protection agency".

S.R., c. 92, a. 132, mod. **47.** L'article 132 de ladite loi est modifié:

47. Section 132 of the said act is amended: R.S., c. 92, s. 132, am.

a) en retranchant le premier alinéa;
b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « Ces associations sont tenues » par les mots « Ces organismes de protection de la forêt sont tenus »;

(a) by striking out the first paragraph;
(b) by replacing the word "associations" in the first line of the second paragraph by the word "agencies";

c) en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots « une association » par les mots « un organisme » et dans les quatrième et cinquième lignes du même alinéa les mots « cette association » par les mots « cet organisme »;

(c) by replacing the word "association" in the first and in the fifth lines of the third paragraph by the word "agency";

d) en remplaçant, dans la première ligne du quatrième alinéa, les mots « cette association » par les mots « cet organisme ».

(d) by replacing the word "association" in the first and second lines of the fourth paragraph, by the word "agency".

Id., a. 134, mod. **48.** L'article 134 de ladite loi est modifié en insérant, dans la neuvième ligne, après les mots « et elles constituent » les mots « ainsi que les redevances de même nature payables aux organismes de protection de la forêt ».

48. Section 134 of the said act is amended by inserting after the word "constitute" in the seventh line, the words "together with the dues of the same nature payable to the forest protection agencies,". Id., s. 134, am.

Id., a. 136, mod. **49.** L'article 136 de ladite loi est modifié:

49. Section 136 of the said act is amended: Id., s. 136, am.

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « tout mécanicien » par les mots « toute personne »;

(a) by replacing the word "engine-driver" in the second line by the word "person";

b) en remplaçant, à la fin, le nombre « 143 » par le nombre « 155 ».

S.R., c. 92, a. 137, mod. **50.** L'article 137 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « du présent paragraphe » par les mots « de la présente section »;

b) en remplaçant, dans la onzième ligne, les mots « des étincelles qui se dégagent » par les mots « de l'opération ».

Id., a. 138, mod. **51.** L'article 138 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « du mécanicien ou chauffeur chargés » par les mots « de toute personne chargée ».

Id., a. 139, remp. **52.** L'article 139 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Destruction de matières combustibles. « **139.** Une compagnie de chemin de fer dès qu'elle en a été requise par écrit par le ministre des terres et forêts, doit enlever ou détruire sur l'emprise de son droit de passage en forêt, aux époques et de la manière indiquées par le ministre, les matières combustibles que celui-ci indique. »

S.R., c. 92, a. 140, mod. **53.** L'article 140 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « d'un chemin de fer » par les mots « du droit de passage d'une voie ferrée »;

b) en remplaçant, dans la douzième ligne, les mots « de la voie ferrée » par les mots « du centre de la voie ferrée ».

Id., a. 141, mod. **54.** L'article 141 de ladite loi est modifié en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot « forêt », les mots « résultant de leurs opérations ».

Id., aa. 142, 143, ab. **55.** Les articles 142 et 143 de ladite loi sont abrogés.

Id., tit. de §2, ab. **56.** Le numéro et le titre du paragraphe 2 précédant l'article 144 sont abrogés.

Id., a. 144, ab. **57.** L'article 144 de ladite loi est abrogé.

(b) by replacing, at the end, the figure "143" by the figure "155".

50. Section 137 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "subdivision" in the fourth line by the word "division";

(b) by replacing the words "sparks coming from" in the eleventh line by the words "the operation of".

51. Section 138 of the said act is amended by replacing the words "engineer or driver" in the fifth line by the words "or any person".

52. Section 139 of the said act is replaced by the following:

"**139.** As soon as required in writing to do so by the Minister of Lands and Forests, any railway company shall remove from or destroy on its right of way in the forest, at the times and in the manner indicated by the Minister, the combustible materials indicated by him."

53. Section 140 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "a railway" in the third line by the words "the right of way of a railway track";

(b) by replacing the word "railway" in the twelfth line by the words "centre of the railway".

54. Section 141 of the said act is amended by inserting after the word "debris" in the fifth line of the first paragraph, the words "resulting from their operations".

55. Sections 142 and 143 of the said act are repealed.

56. The number and title of subdivision 2 preceding section 144 are repealed.

57. Section 144 of the said act is repealed.

S.R., c. 92, a. 145, mod. **58.** L'article 145 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Permis de circulation.

« **145.** Lorsqu'il le juge nécessaire pour la protection de la forêt et pendant la période qu'il détermine, le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer à toute personne qui veut pénétrer ou circuler dans une région forestière qu'il indique, l'obligation d'obtenir au préalable un permis à cette fin émis par le ministre des terres et forêts. »;

b) en retranchant les deuxième, quatrième, cinquième et sixième alinéas;

c) en remplaçant dans la quatrième ligne du troisième alinéa les mots « dans toute région sauvegardée » par les mots « en forêt ».

S.R., c. 92, a. 146, mod. **59.** L'article 146 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, le nombre « 145 » par le nombre « 155 »;

b) en retranchant, dans les cinquième, sixième et septième lignes du deuxième alinéa, ce qui suit: « , pour les infractions commises lorsque la forêt est fermée à la circulation ».

Id., a. 147, ab. **60.** L'article 147 de ladite loi est abrogé.

Id., tit. de §3, ab. **61.** Le numéro et le titre du paragraphe 3 précédant l'article 148, sont abrogés.

Id., a. 148, mod. **62.** L'article 148 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « à pied, à cheval, en voiture automobile ou autrement » par les mots « , à moins que ce ne soit dans un véhicule fermé ».

Id., a. 149, remp. **63.** L'article 149 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Appareils préventifs.

« **149.** Les machines motorisées ou mécanisées utilisées en forêt doivent être munies d'appareils conformes aux normes établies par règlement, de façon à prévenir l'échappement du feu et des étincelles; il en est de même des cheminées des bâtiments et établissements situés en forêt.

58. Section 145 of the said act is amended:

R.S., c. 92, s. 145, am.

(a) by replacing the first paragraph by the following:

“**145.** The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he considers it necessary for the protection of the forest and for the period he determines, impose on any person wishing to enter or travel about in a forested area indicated by him, the obligation to previously obtain a permit to that effect issued by the Minister of Lands and Forests.”;

Travel permit.

(b) by striking out the second, fourth, fifth and sixth paragraphs;

(c) by replacing the words “any fire district” in the third and fourth lines of the third paragraph, by the words “the forest”.

59. Section 146 of the said act is amended:

R.S., c. 92, s. 146, am.

(a) by replacing the figure “145” in the fifth line of the second paragraph by the figure “155”;

(b) by striking out, in the fifth, sixth and seventh lines of the second paragraph, the following: “, for infringements committed when the forest is closed to traffic”.

60. Section 147 of the said act is repealed.

Id., s. 147, repealed.

61. The number and title of subdivision 3 preceding section 148, are repealed.

Id., tit. of §3, repealed.

62. Section 148 of the said act is amended by replacing the words “on foot, on horseback, in a motor vehicle or otherwise” in the fourth, fifth and sixth lines by the words “, unless he does so in a closed vehicle”.

Id., s. 148, am.

63. Section 149 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 149, replaced.

“**149.** Motorized or mechanized machines used in the forest must be provided with apparatus in conformity with the standards established by regulation for preventing the escape of fire and sparks; the same applies to chimneys of buildings and establishments located in the forest.

Preventive apparatus.

Ces bâtiments et établissements doivent en outre être pourvus d'un système de protection contre l'incendie conforme aux normes établies par règlement.

Adoption
de règle-
ment, etc.

Tout règlement visé au présent article est adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil et il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article ou d'un règlement adopté en vertu de cet article, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$10 pour chaque jour que dure l'infraction. »

S.R., c.
92, a. 150,
mod.

64. L'article 150 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « à une distance de moins d'un mille d'une forêt » par les mots « à proximité » ;

b) en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots « de cinquante pieds » par les mots « suffisante pour assurer la protection de la forêt ».

Id., a.
151, mod.

65. L'article 151 de ladite loi est modifié :

a) en insérant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « ministre », les mots « des terres et forêts ou tout organisme de protection de la forêt reconnu par le ministre » ;

b) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « à une distance de moins d'un mille de la forêt » par les mots « à proximité » ;

c) en remplaçant, dans la treizième ligne du premier alinéa, les mots « tel nombre de leurs employés » par les mots « les employés et l'équipement » ;

d) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, les mots « d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents » par les mots « d'au moins deux cent cinquante et d'au plus deux mille ».

Id., a.
152, mod.

66. L'article 152 de ladite loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après les mots « cin-

In addition, such buildings and establishments must be provided with a fire protection system in conformity with the standards established by regulation.

Every regulation contemplated in this section shall be made by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any other later date determined therein.

Coming
into force
of reg-
ulation,
etc.

Every person who contravenes any provision of this section or any regulation made under this section is guilty of an offence and is liable, upon summary proceeding, to a fine of not less than \$10 for each day that such offence continues."

Offence
and
penalty.

64. Section 150 of the said act is amended:

R.S., c.
92, s. 150,
am.

(a) by replacing the words "within a distance of less than one mile therefrom" in the fourth and fifth lines by the words "near it";

(b) by replacing the words "of fifty feet" in the ninth and tenth lines by the words "sufficient to ensure the protection of the forest".

65. Section 151 of the said act is amended:

Id., s.
151, am.

(a) by inserting, after the word "Minister" in the first line of the first paragraph, the words "of Lands and Forests or any forest protection agency recognized by the Minister";

(b) by replacing the words "within a distance of less than one mile therefrom" in the eighth and ninth lines of the first paragraph by the words "near it";

(c) by replacing the words "such number of their employees as" in the fourteenth and fifteenth lines of the first paragraph by the words "the employees and equipment";

(d) by replacing the words "one hundred dollars nor more than five hundred" in the fifth and sixth lines of the second paragraph by the words "two hundred and fifty dollars nor more than two thousand".

66. Section 152 of the said act is amended by inserting, after the word "old" in the fifth line of the first paragraph the

Id., s.
152, am.

quante-cinq ans », les mots « ainsi que words “and the equipment necessary”.
l'équipement nécessaire ».

S.R., c.
92, a. 153,
mod.

67. L'article 153 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième, septième, huitième, neuvième, dixième et onzième lignes, les mots « , en outre des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus quarante dollars et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un d'un emprisonnement d'au moins dix jours et d'au plus trente jours » par ce qui suit : « des peines prévues par l'article 155 ».

Id., a.
155, mod.

68. L'article 155 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « du présent paragraphe » par les mots « de la présente section » ;

b) en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot « quinze » par le mot « cinquante » ;

c) en remplaçant, dans les septième, huitième, neuvième, dixième, onzième et douzième lignes, les mots « d'au plus cent dollars ou d'un emprisonnement d'au moins trente jours et d'au plus trois mois et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins trente jours et d'au plus trois mois » par les mots « d'au plus deux cents dollars ».

d., a.
61, mod.

69. L'article 161 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et cinquième lignes, les mots « du présent paragraphe » par les mots « de la présente section ».

d., a.
62, remp.

70. L'article 162 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Mesures
pour
favoriser
le reboi-
sement.

« **162.** Le ministre favorise le reboisement par la récolte de semences forestières, le maintien et le développement de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, la plantation d'arbres, le prêt de machinerie et par toute autre mesure de même nature. »

S.R., c.
2, a. 163,
b.

71. L'article 163 de ladite loi est abrogé.

d., a.
65, remp.

72. L'article 165 de ladite loi est remplacé par le suivant :

67. Section 153 of the said act is amended by replacing the words “, in addition to the costs, to a fine of not less than ten dollars nor more than forty dollars and, upon failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not less than ten days nor more than thirty days” in the sixth, seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh lines by the following: “to the penalties provided in section 155”.

R.S., c.
92, s. 153,
am.

68. Section 155 of the said act is amended :

(a) by replacing the word “subdivision” in the second line by the word “division” ;

(b) by replacing the word “fifteen” in the sixth line by the word “fifty” ;

(c) by replacing the seventh, eighth, ninth, tenth, eleventh and twelfth lines by the words “two hundred dollars.”

Id., s. 155,
am.

69. Section 161 of the said act is amended by replacing the word “subdivision” in the third line and in the fifth and sixth lines by the word “division”.

Id., s. 161,
am.

70. Section 162 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 162,
replaced.

“**162.** The Minister shall promote reforestation by the gathering of forest seeds, maintenance and development of nurseries, purchase of lands and their reforestation, the distribution of plants, the planting of trees, the lending of machinery and by any other measure of the same nature.”

Measures
to
promote
reforestation.

71. Section 163 of the said act is repealed.

R.S., c.
92, s. 163,
repealed.

72. Section 165 of the said act is replaced by the following :

Id., s. 165,
replaced.

Semaine
de l'arbre
et de la
forêt.

« **165.** Dans le but de promouvoir la conservation de la forêt, la première semaine complète du mois de mai de chaque année est instituée « Semaine de l'arbre et de la forêt ». »

« **165.** In order to promote forest conservation, the entire first week of the month of May each year shall be instituted as "Arbor and Forest Week". »

Arbor and
Forest
Week.

S.R., c.
92, a. 169,
remp.

73. L'article 169 de ladite loi est remplacé par le suivant :

73. Section 169 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
92, s. 169,
replaced.

Réglementa-
tion.

« **169.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter des règlements concernant :

« **169.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting :

Regula-
tions.

a) la distribution de plants ou de semences forestières et le prêt de machinerie;

(a) the distribution of plants or forest seeds and the lending of machinery;

b) l'encouragement à donner sous forme de primes en argent pour les travaux de reboisement et d'entretien des plantations;

(b) the encouragement to be given by way of reward in money for the work of tree-planting and the maintenance of plantations;

c) les conditions que les personnes qui demandent ces primes doivent remplir;

(c) the conditions which the persons claiming such rewards must fulfil;

d) le mode d'exécution des travaux de reboisement, la conservation des plantations ainsi que la coupe ou autres travaux sylvicoles.

(d) the mode of execution of the work of tree-planting, the conservation of plantations and cutting or other forestry work.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. »

Such regulations shall come into force on the day of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein. »

Coming
into force

S.R., c.
92, aa,
171-175,
aj.

74. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 170, la partie et les articles suivants :

74. The said act is amended by inserting, after section 170, the following Part and sections :

R.S., c.
92, ss.
171-175,
added.

« QUATRIÈME PARTIE

“PART IV

« DES USINES DE TRANSFORMATION DU BOIS

“WOOD PROCESSING PLANTS

Interpré-
tation :

« **171.** Dans la présente partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **171.** In this Part, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean :

Interpre-
tation :

« usine » ;

a) « usine » : un établissement servant à la transformation du bois brut ou partiellement ouvré et faisant partie d'une catégorie déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

(a) “plant” : an establishment where unprocessed or partly processed timber is processed, being part of a category determined by the Lieutenant-Governor in Council ;

“plant” ;

« bois partiellement
ouvré ».

b) « bois partiellement ouvré » : le bois qui n'a pas subi tous les traitements ou toutes les phases de transformation nécessaires à le rendre propre à l'usage auquel il est destiné.

(b) “partly processed timber” : timber which has not undergone all the treatments or all the phases of processing necessary to make it suitable for the use for which it is intended.

“partly
processed
timber”.

Autorisa-
tion.

« **172.** Nul ne peut exploiter une usine sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre des terres et forêts.

« **172.** No person may operate a plant without prior authorization of the Minister of Lands and Forests. Such authorization

Author-
ization.

Cette autorisation est valable pour une période de douze mois, mais elle est renouvelable.

is valid for a period of twelve months, but is renewable.

Autorisation pour établissement d'usine, etc. Nul ne peut établir une usine ou augmenter sa capacité de production, ou sa consommation annuelle de bois, convertir une usine ou, si elle est permanente, changer sa localisation sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre des terres et forêts. Celui-ci accorde cette autorisation s'il juge que les sources d'approvisionnement de bois sont suffisantes.

No person may establish a plant or increase its production capacity, or its annual timber consumption, convert a plant or, if it is a permanent one, change its location without prior authorization of the Minister of Lands and Forests. He shall grant such authorization if he deems that the sources of timber supply are sufficient.

Exception. Toutefois, l'autorisation prévue au deuxième alinéa n'est pas requise dans le cas où des innovations technologiques, pouvant augmenter la capacité de production d'une usine, n'entraînent pas un accroissement de consommation de bois ou dans le cas où une augmentation de productivité n'entraîne pas un tel accroissement de plus de cinq pour cent pour une année.

However, the authorization mentioned in the second paragraph is not required where technological innovations capable of increasing the production capacity of a plant do not entail an increase of wood consumption or where an increase of productivity does not entail an increase of wood consumption of more than five per cent annually.

Suspension ou révocation. « 173. Le ministre peut suspendre ou révoquer soit son autorisation, soit le droit de coupe sur pied accordé sur les terres publiques, si le détenteur ne se conforme pas à l'article 172.

« 173. The Minister may suspend or cancel either his authorization or the right to cut standing timber granted on public lands, if the holder does not comply with section 172.

Infraction et peine. « 174. Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 172 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars par jour pour chaque jour que dure l'infraction après qu'un avis écrit signé par le ministre lui a été signifié.

« 174. Every person who contravenes any provision of section 172 is guilty of an offence and is liable, in addition to the payment of the costs, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than one thousand dollars per day for each day during which the offence continues after a written notice signed by the Minister has been served upon him.

Dénunciation de vente ou cession, etc. « 175. Doivent être dénoncés au ministre toute vente ou cession d'une usine, toute fusion, transaction, convention et tout contrat de nature à effectuer un changement dans le contrôle d'une corporation ou société à fonds social.

« 175. Every sale or conveyance of a plant, amalgamation, transaction, agreement or contract susceptible of effecting a change in the control of a corporation or partnership with share capital must be notified to the Minister.

Révocation d'autorisation. À défaut de telle dénonciation, le ministre peut révoquer l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article 172.

Failing such notice, the Minister may revoke the authorization provided for in the first paragraph of section 172.

Révision de volume et conditions. Dans tous les cas visés au premier alinéa le ministre peut réviser le volume ainsi que les conditions des droits de coupe sur pied sur les terres publiques. »

In all cases contemplated in the first paragraph, the Minister may revise the volume and the conditions in regard to the right to cut standing timber on public lands.

Entrée en vigueur. 75. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

75. This act shall come into force on the day of its sanction.